

Unité bidépartementale Eure Orne
1 avenue du Maréchal Foch
CS 50021
27000 Évreux

Évreux, le 18/01/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TRANSITION EUROISE ROMAIN II

25 QUAI PANHARD ET LEVASSOR
75013 Paris

Pour son Parc éolien localisé à Mesnil sur Iton 27240

Références : UBDEO/ERC/24/33
Code AIOT : 0005805516

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/11/2023 dans l'établissement TRANSITION EUROISE ROMAIN II implanté Chemin rural de Boissy à Verneuil 27240 MESNILS-SUR-ITON. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TRANSITION EUROISE ROMAIN II
- Chemin rural de Boissy à Verneuil 27240 MESNILS-SUR-ITON
- Code AIOT : 0005805516
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

SAS EDPR FRANCE HOLDING a été autorisée par arrêté préfectoral du 11 juillet 2019 à exploiter 4 éoliennes sur le territoire des communes de Roman et Grandvilliers.

L'autorisation a été transférée à la société TRANSITION EUROISE ROMAN 2 par arrêté préfectoral du 24 juillet 2020.

La date officielle de mise en service du parc est le 23 décembre 2021.

Le parc est équipé de 2 types d'éoliennes : E1 (N° série 242112) et E2 (N° série 242113) sont de type VESTAS V100 puis E3 (N° série 242114) et E4 (N° série 242115) sont de type VESTAS V90.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Inspection sur la mise en service du Parc et le suivi environnemental

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 8	Lettre de suite préfectorale	30 jours
3	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 9	Lettre de suite préfectorale	30 jours
4	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 10	Lettre de suite préfectorale	30 jours
5	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17	Lettre de suite préfectorale	30 jours
7	Bridage chiroptère	Arrêté Préfectoral du 11/07/2019, article 6.1	Lettre de suite préfectorale	30 jours
8	Bridage acoustique des éoliennes	Arrêté Préfectoral du 11/07/2019, articles 8.1 et 10.1	Lettre de suite préfectorale	30 jours
9	Mesures spécifiques liées à la préservation des enjeux environnementaux	Arrêté Préfectoral du 11/07/2019, articles 6.2 et 6.3	Lettre de suite préfectorale	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Garanties financières	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 30	Sans objet
6	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18	Sans objet
10	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il s'est avéré que pour un certain nombre de demandes de l'inspection, l'exploitant ne disposait pas des bons éléments de réponse permettant de statuer sur le respect des prescriptions.

Les documents attendus n'ont pas non plus été transmis après la visite comme demandé en séance.

Par conséquent, l'exploitant dispose d'un mois pour fournir les éléments tels que formulés dans les fiches de constat ci après étudiées dans les tableaux pages suivantes.

L'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.

Enfin, tous les documents transmis en dehors du suivi environnemental étaient en anglais. L'exploitant doit s'assurer que tous les documents dont il dispose sont en français conformément aux dispositions prévues par l'AM du 26/08/2011 modifié.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 30
Thème(s) : Situation administrative, Acte de cautionnement
Prescription contrôlée : Le montant des garanties financières mentionnées à l'article R. 515-101 du code de l'environnement est déterminé selon les dispositions de l'annexe I du présent arrêté. « Ce montant est réactualisé par un nouveau calcul lors de leur première constitution avant la mise en service industrielle.
Constats : L'inspection des installations classées a été destinataire le 18 août 2022 d'un acte de cautionnement solidaire N° VS314-01032022 établi par BALCIA INSURANCE le 27/05/22 pour le cautionné TRANSITION EUROISE ROMAN II. Cet acte, signé du 27/05/22, expire le 28 février 2024. Il est demandé à l'exploitant de fournir le nouvel acte de cautionnement valable à compter du 29 février 2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Dispositions constructives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Respect norme
Prescription contrôlée : L'aérogénérateur est conçu pour garantir le maintien de son intégrité technique au cours de sa durée de vie. Le respect de la norme NF EN 61 400-1 ou IEC 61 400-1, dans leur version en vigueur à la date de dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale prévu par l'article L. 181-8 du code de l'environnement. [...] Un rapport de contrôle d'un organisme compétent atteste de la conformité de chaque aérogénérateur de l'installation avant « la mise en service industrielle de l'installation ». En outre l'exploitant dispose des justificatifs démontrant que chaque aérogénérateur de l'installation a fait l'objet du contrôle prévu à l'article R. 125-17 du code de la construction et de l'habitation.
Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les documents qui attestent de la conformité de chaque éolienne du parc à la norme NF EN 61 400-1 ou IEC 61 400-1. L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les justificatifs démontrant que chaque éolienne de l'installation a fait l'objet du contrôle prévu à l'article R. 125-17 du code de la construction et de l'habitation.
DEMANDES : Il est demandé à l'exploitant de fournir, <u>sous 1 mois</u> , les documents qui attestent de la conformité de chaque éolienne du parc à la norme NF EN 61 400-1 ou IEC 61 400-1 ainsi que les justificatifs démontrant que chaque éolienne de l'installation a fait l'objet du contrôle prévu à l'article R. 125-17 du code de la construction et de l'habitation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 30 jours

N° 3 : Dispositions constructives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Risque foudre
Prescription contrôlée : <p>L'installation est mise à la terre pour prévenir les conséquences du risque foudre. Le respect de la norme NF EN IEC 61 400-24, dans sa version en vigueur à la date de dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale prévu par l'article L. 181-8 du code de l'environnement ou, pour un projet de renouvellement, dans sa version en vigueur à la date du dépôt d'un porter-à-connaissance auprès du préfet permet de répondre à cette exigence.</p> <p>Un rapport de contrôle d'un organisme compétent « au sens de l'article 17 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation » atteste de la mise à la terre de l'installation avant sa mise en service industrielle. Des contrôles périodiques sont effectués pour vérifier la pérennité de la mise à la terre, selon les périodicités suivantes : une fois par an pour le contrôle visuel et une fois tous les deux ans pour le contrôle avec mesure de la continuité électrique.</p>
Constats : <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un rapport de contrôle d'un organisme compétent « au sens de l'article 17 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation » qui atteste de la mise à la terre de l'installation avant la mise en service industrielle.</p> <p>De même, l'exploitant n'a pu démontrer qu'il effectuait des contrôles périodiques pour vérifier la pérennité de la mise à la terre, selon les périodicités suivantes : une fois par an pour le contrôle visuel et une fois tous les deux ans pour le contrôle avec mesure de la continuité électrique.</p>
DEMANDES : <p>Il est demandé à l'exploitant de présenter, <u>sous 1 mois</u>, le rapport de contrôle d'un organisme compétent « au sens de l'article 17 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation » qui atteste de la mise à la terre de l'installation avant la mise en service industrielle ainsi que les contrôles périodiques pour vérifier la pérennité de la mise à la terre, selon les périodicités suivantes : une fois par an pour le contrôle visuel et une fois tous les deux ans pour le contrôle avec mesure de la continuité électrique.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 30 jours

N° 4 : Dispositions constructives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Risques d'incendie et d'explosion d'origine électrique
Prescription contrôlée : L'installation est conçue pour prévenir les risques d'incendie et d'explosion d'origine électrique. Pour satisfaire au 1er alinéa : <ul style="list-style-type: none">- les installations électriques à l'intérieur de l'aérogénérateur respectent les dispositions de la directive du 17 mai 2006 susvisée qui leur sont applicables ;- « pour les installations électriques non visées par la directive du 17 mai 2006, notamment les installations extérieures à l'aérogénérateur, le respect des dispositions des normes » NF C 15-100, NF C 13-100 et NF C 13-200, dans leur version en vigueur à la date de dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale prévu par l'article L. 181-8 du code de l'environnement, permet de répondre à cette exigence. Un rapport de contrôle d'un organisme compétent atteste de la conformité de l'ensemble des installations électriques, avant la mise en service industrielle des aérogénérateurs.
Constats : Les certificats de conformité pour chaque type d'éoliennes équipant le parc avec les 4 numéros de série des éoliennes du parc ont été présentés, ils attestent du respect de la directive européenne dite "machine" du 17 mai 2006. Concernant la mise en service du parc, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le rapport de contrôle d'un organisme compétent qui atteste de la conformité de l'ensemble des installations électriques aux normes NF C 15-100, NF C 13-100 et NF C 13-200 avant la mise en service industrielle des aérogénérateurs.
DEMANDES : Il est demandé à l'exploitant, <u>sous 1 mois</u> , de fournir le rapport de contrôle d'un organisme compétent qui atteste de la conformité de l'ensemble des installations électriques aux normes NF C 15-100, NF C 13-100 et NF C 13-200, avant la mise en service industrielle des aérogénérateurs.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 30 jours

N° 5 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Arrêts de mise en sécurité
Prescription contrôlée : Avant toute mise en service industrielle, l'exploitant réalise des essais sur chaque aérogénérateur permettant de s'assurer du bon fonctionnement de l'ensemble des équipements mobilisés pour mettre chaque aérogénérateur en sécurité. <ul style="list-style-type: none">- un arrêt ;- un arrêt d'urgence ;- un arrêt depuis un régime de survitesse ou depuis une simulation de ce régime. Suivant une périodicité qui ne peut excéder 1 an, l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur. [...] Les installations électriques intérieures et les postes de livraison sont maintenus en bon état et sont contrôlés par un organisme compétent à fréquence annuelle après leur installation ou leur modification. L'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports de contrôle sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé. [...]
Constats : L'exploitant n'a pas transmis les rapports de contrôle, avant la mise en service du parc, de l'ensemble des équipements mobilisés pour mettre chaque aérogénérateur en sécurité. L'exploitant a transmis le document VESTAS 0093-0083 V03 daté du 28/11/22 attestant du contrôle selon une périodicité qui ne peut excéder 1 an des équipements mobilisés pour mettre chaque aérogénérateur en sécurité. L'exploitant a présenté les rapports de la société SOCOTEC de Vérification périodique-Vérification effectuée en application de l'article R. 4226-16 du Code du Travail pour chaque éolienne et ce pour les années 2022 et 2023. Il est précisé dans les rapports que la délimitation de la vérification porte uniquement sur l'éolienne et non sur l'ensemble des installations à savoir éolienne et poste de livraison. A noter également qu'il y est précisé qu'aucun élément d'information n'a été mis à la disposition du vérificateur (ex. Plan de masse à l'échelle des installations avec implantation des prises de terre et des canalisations électriques enterrées, Cahier des prescriptions techniques ayant permis à la réalisation des installations, etc.). Les conclusions de ces rapports ne comportent pas d'observations.
DEMANDES : Il est demandé à l'exploitant, <u>sous 1 mois</u> , de fournir les rapports des essais avant la mise en service sur chaque aérogénérateur permettant de s'assurer du bon fonctionnement de l'ensemble des équipements mobilisés pour mettre chaque aérogénérateur en sécurité. Il est également demandé de présenter le rapport 2023 de vérification périodique des installations électriques du poste de livraison.

L'exploitant veillera, lors du prochain contrôle périodique des installations électriques, à fournir aux vérificateurs les informations nécessaires à son travail.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 30 jours

N° 6 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des brides
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour rappel, le parc a été mis en service le 23 décembre 2021.</p> <p>Concernant le contrôle 3 mois après la mise en service, l'exploitant a présenté les rapports de contrôle des brides VESTAS V100 2/2.2MW MK10D A - Service 3 Months campagne du 01/03/22 au 07/03/22 pour les 4 éoliennes.</p> <p>Concernant le contrôle 1 an après la mise en service, l'exploitant a présenté les rapports de contrôle VESTAS Check ICPE Torque campagne du 01/03/22 pour les 4 éoliennes.</p> <p>Par conséquent, les 2 documents étant datés de la même date, l'inspection n'a pas été destinataire du contrôle sous 1 an après la mise en service industrielle.</p> <p>Néanmoins, lors de la visite du site, l'inspection a pu visualiser une bride en pieds de mât qui comportait les codes couleur de contrôle de serrage sous 3 mois (couleur verte) et sous 1 an (couleur orange) ainsi que l'étiquette associée à l'intérieur de l'éolienne sur laquelle il est inscrit que le contrôle sous 1 an a été réalisé le 27/01/23 (avec marquage couleur orange) par le sous-traitant COVERWIND.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Bridage chiroptère

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/07/2019, article 6.1
Thème(s) : Risques accidentels, Mise en place du bridage chiroptère
Prescription contrôlée : Afin de minimiser les risques de collision accidentelle avec les chiroptères, les aérogénérateurs sont programmés de manière à ce qu'ils ne tournent pas dans les cas suivants : <ul style="list-style-type: none">- lors des 2 périodes clés de transit migratoire du 1er avril au 15 juin et du 15 août au 31 octobre,- lors des périodes de mise bas du 15 juin au 15 août,- pendant toute la nuit (du coucher au lever du soleil). Lorsque les conditions suivantes sont réunies : <ul style="list-style-type: none">- la température excède 10°C,- la vitesse de vent est inférieure à 5,5 m/s au niveau de la nacelle,- s'il ne pleut pas. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les enregistrements justifiant de l'arrêt de l'activité des éoliennes et les relevés des mesures de vitesses de vent correspondants.
Constats : Des éléments ont été montrés en séance : graphique avec nuage de points. Il est néanmoins demandé à l'exploitant d'apporter un document à valeur plus probante prouvant de la bonne mise en place du bridage chiroptère et sur quels critères.
DEMANDES : Il est demandé à l'exploitant d'apporter, <u>sous 1 mois</u> , un document à valeur plus probante prouvant de la bonne mise en place du bridage chiroptère et sur quels critères.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 30 jours

N° 8 : Bridage acoustique des éoliennes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/07/2019, articles 8.1 et 10.1
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en place et contrôle
Prescription contrôlée : Article 8.1. Plan de bridage acoustique des éoliennes : Afin de réduire les nuisances sonores induites par l'installation, l'exploitant met en place dès la mise en service du parc éolien les plans de bridage et mesures nécessaires au respect des dispositions de l'article 26 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.

<p>Lors de la réception acoustique, les éoliennes pourront fonctionner ponctuellement en mode « non bridé » afin de définir un plan de bridage ajusté respectant les exigences réglementaires. Les évolutions des plans de bridage sont transmises, pour information, à l'inspection des installations classées.</p> <p>Article 10.1 Auto surveillance des niveaux sonores : Une mesure de la situation acoustique est effectuée dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en service de l'installation par un organisme ou une personne qualifiée. Ce contrôle est effectué selon les dispositions de la norme NF 31-114 dans sa version en vigueur ou à défaut selon les dispositions de la norme NFS 31-114 dans sa version de juillet 2011.</p>
<p>Constats :</p> <p>Concernant le plan de bridage acoustique, l'exploitant a transmis le document VESTAS Birth certificate datés du 25/10/23 pour chacune des 4 éoliennes (les N° de série sont apposés sur chaque document) dans lesquels il est précisé une programmation de bridage acoustique.</p> <p>En séance, l'exploitant a déclaré qu'un contrôle de la situation acoustique avait été réalisé (l'inspection n'a pas été destinataire de ce document) dans lequel 2 non-conformités ont été relevées. Ces non-conformités ont été transmises à la société VESTAS qui devait modifier les critères de bridage acoustique pour répondre aux non-conformités. Il s'avère que le bridage acoustique tel que détaillé dans les documents VESTAS birth certificate datés du 25/10/23 est le bridage initial par conséquent, la programmation des éoliennes n'a pas été corrigée.</p>
<p>DEMANDES :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant, <u>sous 1 mois</u>, de fournir le rapport de contrôle de la situation acoustique réalisé dans le délai de 6 mois à compter de la date de mise en service du parc ainsi que la preuve des opérations mises en places pour respecter la réglementation (modification du bridage acoustique initial, etc.) suite à ce contrôle.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p>
<p>Proposition de délais : 30 jours</p>

N° 9 : Mesures spécifiques liées à la préservation des enjeux environnementaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/07/2019, articles 6.2 et 6.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Suivi activité/mortalité</p>
<p>Prescription contrôlée : Article 6.2. Suivi complémentaire de mortalité et de population des chiroptères : L'exploitant met en place, dès la première année d'exploitation, suivant une fréquence annuelle et sur une période minimale de 3 ans, un suivi de mortalité et de comportement portant sur les chiroptères. Sur cette même période de 3 ans suivant la mise en service du parc, un suivi de mortalité et de comportement portant sur l'avifaune sera réalisé avec une attention particulière pour le Buzard Saint-Martin. Ce suivi est réalisé suivant le protocole validé par le ministre en charge des installations classées. Les rapports correspondants sont tenus à la disposition de l'inspection. [...]</p>

Article 6.3. Adaptation des mesures de fonctionnement du parc éolien :

Les données issues des suivis définis à l'article 6.2 du présent arrêté et à l'article 12 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 sont comparées aux conclusions de l'étude d'impact afin d'identifier d'éventuelles divergences. Le cas échéant, les conclusions des suivis intègrent, pour les chiroptères et l'avifaune, la nécessité de mettre en place des mesures d'évitement, de réduction ou de compensation complémentaires aux dispositions prévues initialement par le présent arrêté et celles du dossier de demande d'autorisation d'exploiter.

Le cas échéant, à titre de mesure de réduction, il est a minima, étudié la nécessité de mettre en œuvre des moyens pour réduire les impacts dus au fonctionnement du parc éolien. Ces moyens sont en adéquation avec les impacts identifiés et les mesures de réduction connues, en particulier pour les chiroptères (bridage des machines) mais aussi pour certaines espèces d'oiseaux (détection, effarouchement, asservissement des éoliennes en vue de les arrêter ponctuellement si nécessaire, etc.).

Constats :

L'exploitant a transmis à l'inspection le rapport de suivi environnemental réalisé par la société OUEST AM en 2022 (référéncé 22-0055 – Version finale du 18/10/23). Il a été précisé en séance qu'il ne disposait pas encore du rapport de suivi environnemental de l'année 2023.

A noter que le délai de transmission de ce suivi a été bien trop long et a fait perdre 1 année concernant la mise en place des nouvelles mesures de réduction et d'accompagnement proposées.

Concernant les chauves-souris, l'impact est considéré comme modéré et significatif (à noter que le suivi d'activité présente une particularité, car ce sont les Noctules les plus fréquemment enregistrées puis les Pipistrelles). En matière de mortalité, il a été retrouvé 2 Pipistrelles communes et 2 Pipistrelles de Nathusius et ce malgré le bridage chiroptère en place.

Afin de réduire la mortalité, la société OUEST AM propose de modifier les paramètres de bridage dès que possible.

Rappel du bridage actuellement en place :

Période : du 1er avril au 31 octobre

Du coucher du soleil au lever du soleil

Températures supérieures à 10°C

Vent inférieur à 5,5m/s

La proposition du nouveau bridage correspond aux paramètres ci-dessous et couvre 90% de l'activité:

Période : du 1er avril au 31 août :

Du coucher du soleil au lever du soleil

Températures supérieures à 13°C

Vent inférieur à 6,5m/s

Période : du 1er septembre au 31 octobre :

Du coucher du soleil au lever du soleil

Températures supérieures à 12°C

Vent inférieur à 6,5m/s

Concernant les oiseaux, la mortalité est considérée comme faible et non significative.

La mortalité concerne cependant une espèce protégée, le Faucon crécerelle.

La société OUEST AM propose en mesure corrective, d'améliorer les habitats de chasse de cette espèce et leurs habitats de reproduction lorsque cela s'avère possible en mettant en place les mesures suivantes :

1/ Plantation de 100 ml de haies arborescentes à plus de 200 m des éoliennes pour favoriser le développement d'insectes et les taux de survie des espèces d'oiseaux insectivores,

ET/OU

Mise en gestion différenciée (fauche tardive) des lisières des haies du parc sur 200ml a minima et à plus de 200 m des éoliennes afin de favoriser le développement de friches favorables aux oiseaux granivores.

ET

2/ Mise en place d'un nichoir spécifique au Faucon crécerelle au niveau d'une exploitation agricole ou d'un bâtiment communal à plus de 500 mètres des éoliennes.

L'exploitant s'est engagé en séance, à planter 100 ml de haies en novembre 2024 ainsi qu'à mettre en place un nichoir spécifique au Faucon crécerelle sous 3 mois avant la période de nidification de mars 2024.

DEMANDES :

Demandes à l'exploitant, sous 1 mois :

Il a été demandé à l'exploitant en séance de fournir les documents (commande signée, convention signée, plan de localisation) attestant des bonnes prises en compte des propositions de la société OUEST AM en matières de mesures de réduction et d'accompagnement. Rien n'a été réceptionné à ce jour, notamment concernant la mise en place du nichoir spécifique au Faucon crécerelle avant mars 2024.

Une preuve de la mise en place du nouveau bridage chiroptère est également attendu.

Enfin, la société EDPR exploite également le Parc éolien ROMAN 1 localisé à moins de 10km du parc ROMAN 2 qui, dans son rapport de suivi environnemental relève également la mortalité d'un Faucon crécerelle (et d'une Buse variable). Par conséquent l'impact cumulé des 2 parcs sur le Faucon crécerelle peut être qualifié de fort.

Il serait donc souhaitable de réaliser les futurs suivis environnementaux en même temps afin de traiter des impacts cumulés des 2 parcs.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 30 jours

N° 10 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. [...]
Constats : Lors de la visite du parc, l'inspection a constaté : <ul style="list-style-type: none">- l'exploitant dispose d'un local lui permettant de trier les déchets avec des bacs spécifiques pour chaque catégorie de déchets, un affichage au mur indique comment procéder au tri,- le poste de livraison a été ouvert, ce dernier ne comportait pas de déchets entreposés,- l'intérieur de l'éolienne E2 a été visité, ce dernier était également exempt de déchets.
Type de suites proposées : Sans suite